

*Questions orales***PRÉSENCE À LA TRIBUNE**

Le gouvernement a l'intention de réduire de presque 52 millions de dollars l'aide qu'il s'était engagé à fournir pour créer des emplois d'été pour les étudiants.

Ma question s'adresse au ministre responsable de la jeunesse. Avec une récession qui nous apparaît imminente, comment le ministre peut-il justifier ce genre de coupure draconienne?

[Traduction]

L'hon. Barbara McDougall (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, le député sait fort bien qu'on n'a pas encore annoncé ce que sera le programme cet été. Je ferai une annonce dans un avenir rapproché et je lui suggère d'attendre pour juger du contenu du programme.

M. Guy H. Arseneault (Restigouche—Chaleur): Monsieur le Président, je vois que la ministre ne nie pas du tout ces coupes. De fait, elle prolonge l'agonie et sème la confusion. A mon avis, la politique du gouvernement consiste à favoriser la fuite des renseignements.

Comment la ministre peut-elle prétendre sérieusement que ses programmes viennent en aide aux étudiants, alors que son gouvernement réduit de 7 milliards de dollars les paiements de transfert au chapitre de l'enseignement postsecondaire et qu'il impose des frais d'administration de 3 p. 100 sur les demandes de prêt des étudiants? Le gouvernement veut aussi lever une TPS sur les livres et tout le matériel pédagogique.

L'hon. Barbara McDougall (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, je voudrais rappeler au député que le chômage chez les jeunes a diminué de 6,6 p. 100 depuis que notre gouvernement est au pouvoir, nous devons donc avoir raison de temps à autre.

Des voix: Bravo!

Mme McDougall: En ce qui concerne le programme Défi et les autres mesures dont j'assume la responsabilité, il faudra que le député attende que la politique soit annoncée pour en apprécier les conséquences.

Je voudrais lui rappeler l'excellent travail accompli par le gouvernement dans le cadre du projet pilote concernant les élèves qui poursuivent leurs études. Ce projet est une partie très importante des efforts que nous devons réaliser pour aider nos jeunes.

M. le Président: Je voudrais signaler à l'attention des députés la présence à la tribune de M. Richard Nerysoo, Président de l'Assemblée législative des Territoires du Nord-Ouest.

Des voix: Bravo!

* * *

• (1450)

L'AGRICULTURE

M. Stan J. Hovdebo (Saskatoon—Humboldt): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Je ne sais pas pourquoi la démocratie coûte si cher à certaines personnes.

Le ministre a formé sept groupes d'action pour examiner et établir la future politique agricole. On doit le féliciter d'avoir invité les associations agricoles à participer à cet exercice.

Cependant, on a invité les associations agricoles à la condition qu'elles participent aux frais, qui pourraient varier entre 5 000 et 30 000 \$, selon ce que les associations vont discuter. Le ministre a-t-il fixé des frais aussi élevés pour écarter certaines de ces associations? Comment peut-il justifier de tels frais pour établir une politique?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, bien sûr, nous nous intéressons aux opinions de tous les agriculteurs et de toutes leurs associations. En général, l'opinion des agriculteurs est entendue par l'intermédiaire de leurs organisations respectives. Ils ont participé au processus jusqu'à présent ainsi qu'à la conférence nationale qui a eu lieu et ils participeront aux divers groupes de travail et d'action que nous avons formés.

Nous n'avons pas l'intention d'empêcher la participation de quiconque. Ces associations auront, je pense, la possibilité de se réunir dans les diverses régions de notre pays, et nous ferons tout en notre pouvoir pour que leur participation leur revienne le moins cher possible.

M. Stan J. Hovdebo (Saskatoon—Humboldt): Monsieur le Président, la Fédération canadienne de l'agriculture, la *National Farmers Union* et d'autres associations de cette envergure estiment qu'elles ne pourront pas pren-